

Aff N°: A534607695

N° chrono: 6

Date: 26/06/24

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Amélioration du Centre Educatif Fermé (CEF) CHATILLON SUR SEINE (21)

MAITRE D'OUVRAGE

SECRETARIAT GL MINISTERE JUSTI PLATE FORME INTERREGION
DIJON

4 RUE LEON MAURIS
21077 DIJON CEDEX

Maître d'oeuvre

THIERRY LE RU
3 rue ARAGO
89000 AUXERRE
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON
BABINSKI CHRISTOPHE
4 RUE LOUIS DE BROGLIE
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON
BABINSKI CHRISTOPHE
4 RUE LOUIS DE BROGLIE
BP 37004
21070 DIJON CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	26/06/24	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	11
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	19
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	20
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	22
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	22
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	24
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	25
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	26
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	27
3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	28
3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	31
3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	32
4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	39
4.1. ORGANISATION DES SECOURS	39
5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	41
5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	41

6. ANNEXES	43
6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	43
6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	47
6.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	47
6.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	47
6.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	47
6.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	47

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Amélioration du Centre Educatif Fermé (CEF) - CHATILLON SUR SEINE (21)

Descriptif de l'opération :

Amélioration du Centre Educatif Fermé situé au 3 rue des Cordeliers - 21400 CHATILLON SUR SEINE

Calendrier :

Date début des travaux : 2ème semestre 2024

Durée totale des travaux : 12 mois

Planning - Phasage de l'opération :**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 15

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché public

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention.

Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.



2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
32	<p>DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER</p> <p>RAPPEL: le chantier est interdit au public. Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et, à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'oeuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis et accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter sur le chantier - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - Toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Personnes autorisées</p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier

52	<p>Personnes autorisées par le Maître d'ouvrage à accéder au chantier, équipées des EPI adaptés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les personnes appartenant à la Maîtrise d'ouvrage désignées pour participer à l'opération - les personnes appartenant à l'Assistance Maîtrise d'ouvrage si elle existe - les personnes appartenant à la Maîtrise d'œuvre et bureaux d'études associés désignées pour l'opération - les personnes appartenant aux bureaux de contrôle retenus par la Maîtrise d'ouvrage - les coordonnateurs SPS de l'opération - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les entreprises titulaires d'un contrat les liant au Maître d'ouvrage - les salariés, y compris intérimaires, désignés par les sous-traitants déclarés au maître d'ouvrage et agréés par lui - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : inspection du travail, DREAL, CARSAT (Ex. CRAM), CGSS, OPPBTP, médecins du travail des entreprises - toutes autres personnes autorisées par le maître d'ouvrage dans le cadre de l'opération. <p>Informations des salariés</p>	Maître d'ouvrage		Durée chantier
137	<p>Dès l'entrée sur le chantier, le personnel sera systématiquement informé par son responsable hiérarchique d'entreprise, de ses obligations en matière de protections individuelles et collectives (obligations prescrites dans le PGC, port du casque et des chaussures de sécurité, port d'un badge nominatif, port des lunettes de sécurité etc...).</p> <p>Liste nominative des intervenants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
56	<p>Chaque entreprise tiendra à jour la liste de ses salariés intervenant sur le chantier. Tenir cette liste à disposition de l'Inspection du Travail et des représentants de la CARSAT.</p> <p>Identification des entreprises</p>	Toutes entrep.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
108	<p>Toute personne intervenant sur le chantier doit pouvoir justifier de son appartenance à une entreprise déclarée et connue du Maître d'Ouvrage</p> <p><u>Port du badge</u></p>	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
101	<p>Le port d'un badge nominatif est obligatoire sur le chantier. Prévoir sa fourniture et veiller à son port apparent par chaque personne intervenant sur le chantier.</p> <p>Mise en place des cartes BTP (www.cartebp.fr)</p> <p>Conditions de travail des entreprises étrangères</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
18	<p>Application de l'article L 1262-1 concernant le détachement temporairement des salariés sur le territoire national, à condition qu'il existe un contrat de travail entre cet employeur et le salarié et que leur relation de travail subsiste pendant la période de détachement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Application de l'article R 1263-3: l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues au 1° et au 3° de l'article L 1262-1, adresse à l'Inspection du Travail du lieu où s'effectue la prestation, ou du premier lieu de l'activité si elle doit se poursuivre dans d'autres lieux, une déclaration réglementaire (voir modèle sur le site de l'Inspection du travail). • Article R 1263-5: la déclaration obligatoire prévue à l'article R. 1263-4 est accomplie avant le début de la prestation, par lettre recommandée avec avis de réception, par télécopie en langue française ou par transmission électronique. Elle se substitue à l'ensemble des obligations de déclaration prévues par le présent code, hormis celles prévues au présent chapitre. <p>Utilisation du personnel intérimaire</p>	Toutes entrep.	Maître d'œuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

22	<p>Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les qualifications des personnes sont adaptées au travail à effectuer, - que le certificat d'aptitude médical au poste de travail concerné a bien été délivré, - que les salariés intérimaires sont intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité aux différentes techniques et différents matériels utilisés pour la réalisation de leurs tâches, la fourniture des E.P.I et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires. <p>Emploi de salariés détachés</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
8	<p><u>Rappel des obligations de l'employeur qui détache un ou plusieurs salariés sur le territoire français :</u></p> <p>L'employeur qui détache un ou plusieurs salariés, dans les conditions prévues aux articles L1262-1 et L1262-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - adresse une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation; - désigne un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 pendant la durée de la prestation. <p><u>Rappel des obligations du donneur d'ordre ou du maître d'ouvrage :</u></p> <p>Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés sur le territoire français, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté de ses obligations de déclaration auprès de l'inspection du travail. Pour cela, le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage se fait remettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une copie de cette déclaration; - une copie du document désignant le représentant chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à l'article L8271-1-2 (inspection du travail notamment). <p>A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant les documents ci-dessus, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les 48 heures suivant le détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation, dont le contenu est précisé à l'article R1263-14 du code du travail.</p> <p>Fournisseurs - Livreurs</p>	Entrep. concernée Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent
29	<p>Lorsque le maître d'œuvre, le maître d'ouvrage ou une entreprise reçoit un fournisseur, un livreur, un représentant est chargé de l'accueillir à l'entrée du chantier, de le guider et l'accompagner dans ces déplacements sur le chantier. Le représentant du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou de l'entreprise lui fournit les équipements de protection individuels nécessaires à sa protection s'il n'en est pas déjà pourvu.</p> <p>Si nécessaire, un plan d'accès aux différentes zones de chantier lui sera communiqué.</p> <p>Le "Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité" (application de la recommandation R 476) est à la disposition des entreprises dans ce but afin de faciliter l'intervention de leurs livreurs : cf. DHOL en annexe.</p> <p>Déclaration de sous-traitants</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

78 	<p>Lors de la remise des offres ou avant toute intervention sur le chantier, les entreprises soumissionnaires sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage. Les entreprises sous-traitantes devront être agréées par le Maître d'Ouvrage dans les conditions prévues à l'article 2.41 du C.C.A.G. ainsi que l'article 3 de la Loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.</p> <p>Elles devront établir, au même titre que l'entreprise titulaire d'un lot, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S) dans le délai réglementaire. L'entreprise et son sous-traitant prendront rendez-vous avec le Coordonnateur SPS afin de réaliser une inspection commune du chantier, avant tout travaux ou intervention.</p> <p>Le non respect d'une de ces obligations réglementaires, en particulier la découverte sur le chantier d'entreprises sous-traitantes non identifiées dans le registre journal de la coordination, fera l'objet d'une information au Maître d'ouvrage. Celui-ci statuera sur la procédure d'exclusion du chantier de l'entreprise et sur l'application de pénalités prévues au CCAP au titulaire du marché.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	3 semaines avant intervention
107 	<p>Inspection commune et PPSPS</p> <p><u>INSPECTION COMMUNE:</u> <u>Le représentant de l'entreprise prend contact avec le coordonnateur SPS</u> afin de fixer, en accord avec lui, un rendez-vous d'inspection commune sur le chantier, préalablement au début de son intervention.</p> <p>Lorsqu'elle a sous-traité une partie des travaux, l'entreprise convoque les sous-traitants déjà identifiés à l'inspection commune.</p> <p><u>PPSPS:</u> Le représentant de l'entreprise remet au coordonnateur SPS son PPSPS</p> <p>Afin d'harmoniser son PPSPS, l'entreprise prend en compte et intègre dans son plan les mesures de prévention et de coordination résultant des observations communiquées par APAVE, lors de l'inspection commune</p> <p>RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC et, ou de PPSPS (Article L. 4744-1à6 Amende à l'entreprise de 9000 euros)</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
119 	<p>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</p> <p>Un projet de plan d'installation de chantier reprenant l'ensemble des contraintes et des installations du chantier sera établi et mis à jour autant que nécessaire. Il permettra aux divers intervenants de préparer leurs interventions et de gérer au mieux l'utilisation de l'espace.</p> <p>Organisation générale <u>Projet de plan d'installation de chantier</u></p>	MACONNERIE Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation

2	<p><u>Preciser sur un plan d'installation de chantier :</u></p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones d'implantation des grues à tour.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les zones réservées aux magasins et ateliers.</p> <p>Les zones de préfabrication.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p>	<p>MACONNERIE</p> <p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Ph. préparation</p>
62	<p>CLOTURE DE CHANTIER</p> <p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
33	<p>Caractéristiques générales</p> <p>La clôture devra être en clôture pleine hauteur 3m auto-stable avec plots béton, jambe de force etc... selon étude à votre charge.</p> <p>La clôture devra être "lisse" sans aucun moyen d'escalader du coté terrain de sport accessible aux pensionnaires du CEF</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un ensemble de collier ou de bride de fixation pour liaisonner les panneaux entre eux de panneaux "chantier interdit au public" de pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoire <p>Les panneaux réglementaires CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC et PORT DU CASQUE et DES CHAUSSURES DE SECURITE OBLIGATOIRE seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture.</p> <p>Panneau de chantier</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>

111	Mise en place d'un panneau de chantier réglementaire en application du décret n°79-492 du 13 juin 1979, pour toute opération faisant l'objet d'un permis de construire. Les coordonnées des entreprises y compris les sous-traitants y seront affichées et seront lisibles depuis la voie publique. Affichage de la déclaration préalable et de ses mises à jour par le Coordonnateur SPS dans le bureau de chantier.	MACONNERIE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt arriv. Ent
10	PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES Tout ouvrage doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie, d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés aux travailleurs du chantier soient conformes aux dispositions qui leur sont applicables en matière de santé et de sécurité au travail (R4533-1 à 5).	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
77	Branchements provisoires Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001. Il seront dimensionnés de manière à permettre l'alimentation suffisante des installations et équipements nécessaires à la réalisation des ouvrages. <u>Electricité</u>	MACONNERIE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Ph. préparation

20	<p>L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre. Cette installation, conforme aux prescriptions réglementaires et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme accrédité. Une copie du procès-verbal de réception est à tenir à disposition sur le chantier. Chaque modification de l'installation électrique donne lieu à contrôle réglementaire.</p> <p>Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité conformément à la norme NF C 18-510.</p> <p>Les documents suivants seront tenus sur le chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, • le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (1ère et 2ème vérifications- Vérification annuelle le cas échéant). • les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remèdes aux déficiences constatées dans les rapports précités <p>Les entreprises communiqueront rapidement au Maître d'Oeuvre leur besoin en énergie électrique.</p> <p>L'installation comprendra de façon distincte :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Un coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage, 2. Un départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement. 3. Départ (s) pour l'installation électrique nécessaire à (aux) engin(s) de levage fixe (grue(s) à tour) 4. Un départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions réglementaires et à la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement. 5. L'éclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairage minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur. 6. L'éclairage de sécurité permettant de baliser les accès dans les zones de circulation. 7. Un départ spécifique pour le lot ascenseur, s'il existe. 8. Un départ spécifique pour le façadier s'il existe. <p>L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.</p> <p><u>Points d'eau par bâtiment</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Ph. préparation
139	<p>Réaliser un point d'eau à chaque entrée du bâtiment depuis le branchement au réseau de distribution</p> <p>Prévoir un bac de récupération des eaux avec puits filtrants ou raccordé sur réseaux.</p> <p>Le réseau de distribution d'eau sera positionné en tranchée et hors gel.</p> <p>Aires de chantier</p> <p><u>Stockage, magasins</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


79	<p>Réaliser une ou plusieurs aires afin de faciliter l'implantation des magasins et le stockage des matériels, en matériaux drainant, disposant d'un système d'évacuation des eaux pluviales et convenablement éclairées.</p> <p>Les différentes entreprises préciseront au fur et à mesure de leur arrivée sur le chantier leurs besoins en matière de stockage et d'entreposage.</p> <p>Plateforme de cantonnement</p>	VRD	VRD	Maintenu pdt leur durée
143	<p>L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings.</p>	VRD	VRD	Avt arriv. Ent
PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES				
96	<p>Les branchements et raccordements provisoires aux fluides et utilités à l'intérieur des ouvrages, nécessaires à la réalisation du chantier, seront réalisés conformément aux prescriptions de la norme NFP 03 001.</p> <p>Branchements</p> <p><u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
36	<p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <p>Au minimum 1 coffret par niveaux et par bâtiments</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche • Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé. • Ils seront suspendus ou sur pieds. • Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 m du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
129	<p><u>Eclairage des circulations</u></p> <p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier
83	<p><u>Eclairage de sécurité</u></p> <p>Installer un éclairage permettant l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zone aveugles,...</p> <p>Installer un balisage lumineux assurant la reconnaissance des obstacles, des changements de direction et des cheminements vers les sorties.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Durée chantier

70	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
7	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, - prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement, - différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...), - prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée. <p>Gestion de cantonnement - Base vie</p> <p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p> <p>Installations communes de vie collective</p> <p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p><u>Le MOA mets à disposition les locaux suivant:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un réfectoire avec un évier • un vestiaire homme • Un vectiaire femme • une salle de réunion <p><u>Vestiaires</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
37	<p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Durée chantier
11	<p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p> <p><u>Le MOA mets à disposition les locaux suivant:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • un réfectoire avec un évier • un vestiaire homme • Un vectiaire femme • une salle de réunion <p><u>Vestiaires</u></p>	MACONNERIE Maître d'ouvrage	MACONNERIE Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

91	<p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté. --> le lot MACONNERIE</p> <p>A charge du lot MACONNERIE de mettre en place les armoires penderie à double compartiment avec serrure ou cadenas</p> <p>Le MOA mets à disposition le local <u>Réfectoire</u></p>	MACONNERIE Maître d'ouvrage	MACONNERIE Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
67	<p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe "à la charge du MOA".</p> <p>Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu "ex: micro-ondes", ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur. --> A la charge du lot MACONNERIE"</p> <p><u>Lave bottes</u></p>	MACONNERIE Maître d'ouvrage	MACONNERIE Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
99	<p>Equiper la zone de cantonnement de lave-bottes en nombre suffisant.</p> <p>Installations communes d'hygiène</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Durée interv.
45	<p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p> <p><u>Sanitaires</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
123	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p> <p><u>Lavabos</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
100	<p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7du Code du travail).</p> <p><u>Douches</u></p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
97	<p>Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail).</p> <p>Absence d'infirmerie</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
128	<p>Compte-tenu des effectifs prévisibles, il n'est pas prévu d'infirmerie sur le chantier.</p> <p>Prévoir les moyens nécessaires en matière de Sauveteurs Secouristes du Travail et moyens de premiers secours.</p> <p>Consommables</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
4	<p>Le titulaire du lot mettra à disposition des travailleurs les fournitures consommables nécessaires à leur hygiène en quantité suffisante (papiers toilettes, savons, essuie-mains, balayettes, produits d'entretien etc.).</p> <p>Les sanitaires, réfectoires et vestiaires seront également équipés de balais, éponges, pelles et produit d'entretien.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
69	<p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</p> <p>Les dépenses de fonctionnement du chantier relatives aux consommations d'énergies sont portées au compte prorata conformément aux prescriptions de la NFP 03- 001 et/ou des dispositions des pièces du marché.</p>	Compte prorata	Compte prorata	Durée chantier


61	NETTOYAGE DU CHANTIER Chaque entreprise devra : <ul style="list-style-type: none"> en fin de journée: faire un nettoyage et un rangement des locaux concernés par son intervention (évacuation des gravats, récupération des emballages, des polystyrènes, de la laine de verre, du bois etc.) en fin de semaine: faire un nettoyage soigné et complet de l'ensemble des parties concernées par son intervention (balayage des planchers, escaliers, rangement des matériels, des nacelles, des rallonges électriques, des extérieurs des bâtiments, des échafaudages etc.) Lorsqu'une entreprise quitte une zone du chantier ou un secteur de l'ouvrage après y avoir travaillé, elle doit assurer le nettoyage de cette zone et évacuer ses déchets à l'extérieur de l'ouvrage, dans les bennes à déchets, afin de permettre aux autres entreprises d'investir la zone.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
49	Nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier Entretien et nettoyage des voies d'accès et de circulation de chantier pendant la durée des travaux, compris balayage autant que nécessaire suivant les travaux pour la sécurité des travailleurs. L'Entreprise de VRD ou l'entreprise désignée par le Maître d'œuvre, conformément à la Convention du Compte Prorata, assurera les entretiens et exécutera les nettoyages dès demande de la Maîtrise d'ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS, aux frais de(s) entreprise(s) défailante(s).	MACONNERIE VRD	Maître d'oeuvre	Durée chantier
54	<u>Poste de lavage des bennes à béton</u> L'entreprise de MACONNERIE mettra en place des points de lavage pour les bennes à béton proche des grues, avec récupération des laitances et évacuation en fin de chantier. Les laitances solidifiées seront évacuées du chantier après les travaux de MACONNERIE, vers une décharge agréée.	MACONNERIE	MACONNERIE	Durée chantier
19	Nettoyage de la voirie extérieure au chantier Lors de chaque phase de roulage de matériaux nécessitant l'utilisation de plusieurs camions, un nettoyage systématique des rues adjacentes souillées, sera effectué le jour même par l'entreprise responsable. En cas de nécessité, l'entreprise organisera plusieurs nettoyages par jour pour assurer la propreté des voies afin de ne pas provoquer d'accident.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Durée chantier
93	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP L'utilisation d'un même équipement de travail par plusieurs entreprises est une pratique qui permet de limiter les risques d'accidents. Elle doit être organisée. Lorsque l'utilisation commune d'un équipement est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Ph. préparation
55	Manutention Levage Approvisionnement <u>Recettes à matériaux</u> Les points de "recette" du matériel et des matériaux en étage seront proposés par le lot MACONNERIE et soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du coordonnateur SPS. Les zones devront être équipées en permanence des protections collectives adaptées avec indication des surcharges de stockage. L'implantation devra être adapté pour l'utilisation de la grue du MACON et un accès aux camions de livraison après le démontage de la grue.	MACONNERIE	Coord.SPS Maître d'oeuvre	Ph. préparation



2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
121	SOL ET SOUS-SOL Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Avant interv.
132 	Rapport de sol Le rapport de sol sera joint au dossier de consultation des entreprises. Les entreprises intervenantes prendront en compte les conclusions , en particulier les recommandations relatives à la nature des sols, aux pentes de talutage à respecter, au type de fondation pour les engins et ouvrages et toutes les préconisations en matière de tenue des terres, ainsi que les divers polluants dans le sol	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
27	RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : - déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet, - déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention. Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service.	MACONNERIE Maître d'ouvrage VRD	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
38	CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante : • Classe A : $\leq 0.40m$ pour réseau rigide ou $\leq 0.50m$ pour réseau flexible • Classe B : $\leq 1.50m$ • Classe C : $> 1.50m$	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
126	D.I.C.T. Tenir à disposition, sur le site, une copie des réponses des DICT et notamment les plans remis par les concessionnaires.	MACONNERIE VRD	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
14	<u>Marquage - piquetage</u> Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.	VRD	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES			

25	En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec l'exploitant concerné, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Durée chantier
----	--	--	--	----------------



2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
144 	AMIANTE Retour diag amiante Il a été réalisé par AED GROUPE un rapport des matériaux et produits contenant de l'amaiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti en date du 08/05/2023 sous le numéro de dossier PRBFC_20230411_DAT Il a été réalisé par AED GROUPE un rapport des matériaux et produits contenant de l'amaiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti en date du 08/05/2023 sous le numéro de dossier PRBFC_20230411_DAT_01 Conclusion: Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante Les rapports seront joint au DCE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent
	AMIANTE ET HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) DANS LES ENROBES			


31 	<p>Rappel des principales bonnes pratiques incombant aux acteurs du chantier lorsque les enrobés renferment des matériaux contenant de l'amiante (MCA) et/ou des HAP :</p> <p><u>Maître d'ouvrage (donneur d'ordre) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • effectuer un diagnostic historique de la chaussée (utilisation du guide d'aide à la caractérisation des enrobés bitumineux) et en cas de doute effectuer des prélèvements par carottages et analyses HAP éventuelles. • communiquer tous les documents relatifs aux prélèvements effectués et analyses HAP au maître d'œuvre, aux entreprises (DCE) et au CSPS. • choisir des entreprises certifiées pour les différents types de travaux à effectuer (travaux sous section 3). • récupérer et conserver les bordereaux de suivi de déchets renfermant de l'amiante (BSDA). <p><u>Maître d'œuvre – OPC :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la bonne transmission des documents « amiante et/ou HAP » aux entreprises, et la cohérence des prélèvements et analyses réalisés par rapport aux travaux. • notifier l'obligation de certification d'entreprise dans les CCTP et vérifier que les entreprises choisies sont titulaires d'une certification (travaux sous section 3). • tenir compte des délais d'instruction du plan de retrait (travaux sous section 3) ou modes opératoires (travaux sous section 4). • interdire toute co-activité dans les zones de travaux provoquant l'émission de fibres. <p><u>Entreprise – sous-traitant – travailleur indépendant :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • s'assurer de l'exhaustivité des prélèvements et analyses HAP avant travaux et de leur cohérence par rapport aux travaux. • élaborer et fournir un PPSPS ainsi qu'un plan de retrait (travaux sous section 3), ou des modes opératoires (interventions sous section 4). • former ses salariés. • évaluer le niveau d'empoussièrement des opérations. • respecter les règles techniques liées à ses travaux. • conditionner, stocker et évacuer les déchets amiantés selon les dispositions réglementaires et règles de l'art. 	Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre	Avt arriv. Ent
145 	<p>PLOMB</p> <p>Retour plomb</p> <p>Il a été réalisé par AED GROUPE un rapport des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti en date du 08/05/2023 sous le numéro de dossier PRBFC_20230411_DAT</p> <p>Il a été réalisé par AED GROUPE un rapport des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti en date du 08/05/2023 sous le numéro de dossier PRBFC_20230411_DAT_01</p> <p>Conclusion: Il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant du plomb</p> <p>Les rapports seront joint au DCE</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage		Avt arriv. Ent

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
127	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation CRAM R.434 .	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
113 	Plan de circulation Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment</u> : le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera soumis, pour avis au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux. Fléchage, signalisation	MACONNERIE Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
82	Fléchage, signalisation Mettre en place les fléchages et la signalisation horizontale et verticale conformément au plan de circulation.	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
133 	CIRCULATION DES PIETONS Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	MACONNERIE	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
103	MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES Fouilles - Tranchées Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.	MACONNERIE VRD	MACONNERIE VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Echafaudage commun			

46	<p>Les échafaudages mis à la disposition des entreprises pendant les travaux seront montés, réceptionnés et utilisés conformément aux dispositions du Code du Travail (articles R 4323- 69 à 4323-80)</p> <p>Les échafaudages seront installés sur la périphérie des bâtiments pour permettre les travaux en façades et sur les toitures.</p> <p>En fonction de la pente du toit et pour éviter l'effet "toboggan, ils seront munis de garde-corps complémentaires surélevés et de filets de retenue sur le dernier niveau (maille 10 x 10) .</p> <p>Tous les accès au bâtiment seront munis d 'auvents de protection ou de pare-gravois préservant les piétons des chutes éventuelles d'objets et de matériaux.</p> <p>Les échafaudages seront munis de pancartes signalétiques interdisant aux personnes non autorisées de monter sur l'échafaudage:</p> <ul style="list-style-type: none"> • accès interdit, échafaudage en cours de montage • puis accès interdit aux personnes non autorisées <p>Vérifications réglementaires : généralités</p>	<p>CHARPENTE BOIS</p> <p>COUVERTURE</p> <p>TUILES TERRE</p> <p>CUITE</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
17	<p>Faire vérifier les tours escaliers, plateformes et échafaudages avant mise ou remise en service, puis périodiquement pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004 :</p> <p><u>VÉRIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :</u></p> <p>examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant la 1ère utilisation ; - à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ; - En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ; - A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ; - A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p><u>VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ; - quotidiennement (examen de l'état de conservation). <p>Vérifications journalières</p>	<p>CHARPENTE BOIS</p> <p>COUVERTURE</p> <p>TUILES TERRE</p> <p>CUITE</p> <p>MACONNERIE</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
88	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p>	<p>CHARPENTE BOIS</p> <p>COUVERTURE</p> <p>TUILES TERRE</p> <p>CUITE</p> <p>MACONNERIE</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
138	<p>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</p> <p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>

<p>39</p> 	<p>MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES</p> <p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier. - L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin. 	<p>CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE MACONNERIE</p>		<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
---	---	--	--	---

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
116	<p>EQUIPEMENTS DE TRAVAIL SERVANT AU LEVAGE</p> <p>Les équipements de travail démontables ou mobiles servant au levage de charges doivent être utilisés de manière à garantir leur stabilité dans toutes les conditions prévisibles, compte tenu de la nature des appuis.</p> <p>Les installations, équipements et engins de levage seront réputés conformes aux exigences réglementaires qui leur sont applicables avant toute utilisation. Les entreprises devront faire procéder aux vérifications réglementaires avant mise en service, et périodiquement pendant les travaux. Elles seront en mesure de justifier de leur réalisation. Un exemplaire des compte-rendus de vérification sera tenu à disposition sur le chantier. Les conducteurs et utilisateurs seront titulaires des autorisations de conduite correspondant à ces équipements et devront pouvoir les présenter à tout moment.</p> <p>Les charges à lever devront être parfaitement assujetties de façon à ce qu'aucun matériel ou matériaux ne puissent tomber pendant la manœuvre.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
109	<p>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention.</p> <p>Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations.</p> <p>Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles.</p> <p>Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p> <p>Déchargement</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



34	Prévoir les moyens de déchargements mécaniques en privilégiant l'utilisation de la grue de chantier pendant sa présence sur le site, puis par des moyens mécaniques adaptés aux besoins et aux contraintes du chantier, en fonction d'une étude d'adéquation qui sera jointe au PPSPS (chariot élévateur, grue mobile, grue auxiliaire).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
112	<p>Monte matériaux</p> <p>L'entreprise chargée de mettre en place un monte matériaux de chantier prévoira (si besoin) avant la mise en service du matériel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les vérifications réglementaires (solidité des points d'accrochage, vérification électrique) et tiendra les compte-rendus à disposition sur le chantier; - les consignes d'utilisation et l'affichage de ces consignes ; - la personne chargée de la maintenance, de l'entretien, des dépannages. <p>Aide à la manutention (grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
86	Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle. Utiliser en priorité la grue de chantier	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
98	<p>Conditionnement des matériaux et matériels</p> <p>Conditionner les matériels et matériaux de façon à ce que leur manutention soit compatible avec les dispositifs de manutention prévus</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
118	<p>APPROVISIONNEMENTS</p> <p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoiront, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches • Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,... • Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,... <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
94	<p>Recette à matériaux</p> <p>Prévoir l'installation de recettes à matériaux afin de faciliter les approvisionnements et de limiter les manutentions manuelles. Elles seront munies de protection collective contre les chutes. La résistance et les dimensions des recettes seront fonction des charges à réceptionner. Un panneau fixé sur chaque recette, indiquera la charge maximale admissible.</p>	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<p>STOCKAGES</p> <p>Aménagement, matérialisation et signalisation des stockages de produits chimiques</p>			

50	<p>Aménager les zones de stockage de produits chimiques conformément aux dispositions réglementaires et consignes du fournisseur (rétention de capacité suffisante, moyens de lutte contre l'incendie,...).</p> <p>Baliser chaque zone de stockage.</p> <p>Signaler les stockages de produits dangereux par des affichettes mentionnant les étiquettes de danger correspondant aux produits stockés ainsi que les conseils de prudence relatifs à la manipulation de ces produits (interdiction de fumer, interdiction de points chauds, règles d'utilisation, port des EPI, ...)</p> <p>Stockage des éléments préfabriqués lourds extérieur</p>	<p>CARRELAGE / FAIENCE</p> <p>MACONNERIE</p> <p>PEINTURE</p> <p>REVETEMENT DE SOL SOUPLE</p>	<p>CARRELAGE / FAIENCE</p> <p>MACONNERIE</p> <p>PEINTURE</p> <p>REVETEMENT DE SOL SOUPLE</p>	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
141	<p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Stockage de banches</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avant interv.
122	<p><u>Respecter la notice d'utilisation établie et fournie par le constructeur.</u></p> <p>Faire réaliser une étude spécifique de stabilité par le constructeur pour les utilisations sortant du cadre traditionnel. Utiliser exclusivement les systèmes de stabilisation répondant aux exigences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Être fixés à demeure sur les banches - Faire partie intégrante des modes opératoires, y compris au stockage - Rester opérationnels lors des opérations d'élingage et de réglage - Assurer en permanence pour chaque banche (ou couple de banches) la stabilité vers l'avant et vers l'arrière . - Être de résistance suffisante - Ne pas créer de risques nouveaux <p>Interdire le désélingage tant que la stabilité n'est pas assurée. S'assurer que lorsque l'on prévoit de désaccoupler un train de banche, chaque sous-ensemble doit être équipé de son propre système de stabilisation.</p> <p>Mettre à disposition les moyens définis dans la procédure de stabilisation et s'assurer de leur mise en place par du personnel formé et compétent.</p> <p>Prendre des mesures conservatoires en cas de prévision de dépassement de la vitesse maximale de vent autorisée par le constructeur.</p> <p>Faire évacuer les abords des banches lorsque la vitesse maximale de vent autorisée par le constructeur est dépassée.</p> <p>Stockage de bobines et tourets</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
92	<p>Les systèmes de stabilisation ou calage utilisés sur le chantier seront détaillés dans le PPSPS de l'entreprise.</p> <p>Palettes de conditionnement des menuiseries extérieures</p>	ELECTRICITE	ELECTRICITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
73	<p>Les palettes de CONDITIONNEMENT des MENUISERIES EXTERIEURES ont parfois une forte emprise de STOCKAGE sur les chantiers.</p> <p>En fonction de leurs durées de stockages sur le chantier, ces emprises peuvent avoir des répercussions directes sur la bonne gestion des STOCKAGES TCE sur les chantiers et sur les circulations en rives des ouvrages</p> <p>De manière à ne pas générer ces emprises, ces palettes déchargées de leurs contenus devront être évacuées du site sous 72 heures</p>	<p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>ACIER LAQUE</p>	<p>MENUISERIES EXTERIEURES</p> <p>ACIER LAQUE</p>	Durée chantier

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
130	ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations et limiter les risques d'accident de plain pied. Les bennes à déchets seront implantées dans une zone aménagée, balisée, entretenue, avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés. Chaque zone de stockage des déchets figurera dans le plan d'installation de chantier. L'enlèvement des déchets, gravats, matériaux de démolition, emballages, etc., se fera aussi souvent que nécessaire, vers les décharges agréées.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
53	 Gestion des déchets La gestion des déchets de chantier provenant des travaux tous corps d'états sera prévue dans une démarche de tri et de stockage sélectif. La gestion des déchets de chantier sera imposée sur le site avec tri sélectif selon 3 typologies de déchets.	Toutes entrep.	MACONNERIE	Durée chantier
72	EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied. Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...). Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
117	 ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS DANGEREUX Chaque entreprise reste responsable des déchets dangereux produits par ses travaux. Le PPSPS de l'entreprise mentionnera les moyens utilisés afin de prévenir tout risque d'accident, de pollution et d'incendie lié à la production et au stockage de ces déchets. Les déchets dangereux devront être évacués au plus tôt afin d'éviter une longue période de stockage sur le chantier. Certaines matières ou substances présentant un risque particulier seront stockées à part par les entreprises concernées qui en assureront la gestion et la protection vis à vis des tiers et des autres intervenants. Le stockage de ces produits se fera impérativement sur les emplacements réservés à cet effet, dans le respect des règles d'incompatibilité.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES			

43	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
21	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES			

95	<p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur. Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
84	<p>Enlèvement temporaire d'une protection collective</p> <p>L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux.</p> <p>L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation.</p> <p>Le danger sera signalé par tout moyen efficace.</p> <p>Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
87	<p>UTILISATION DES ACCES PROVISOIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC MESURES GENERALES</p> <p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils, etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain-pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

3


Réception des équipements d'accès provisoires

Faire **réceptionner** les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception.

Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :

VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE :
examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.

- avant la 1ère utilisation ;
- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;
- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;
- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;
- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois.

VERIFICATIONS PERIODIQUES :

- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ;
- quotidiennement (examen de l'état de conservation).

Vérifications journalières

Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la **vérification journalière** avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).

Montage, démontage, transformation

L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail. Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.

Consigne d'utilisation

Informers les personnes utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :

- démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier.
 - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et décombres doivent être évacués.
 - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers.
 - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige.
 - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela.
- Informers chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,...) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier.

CHARPENTE BOIS

COUVERTURE
TUILES TERRE
CUITE

MACONNERIE

CHARPENTE BOIS

COUVERTURE
TUILES TERRE
CUITE

MACONNERIE

Avt trvx - Maintenu pdt
leur durée

120



CHARPENTE BOIS

COUVERTURE
TUILES TERRE
CUITE

MACONNERIE

CHARPENTE BOIS

COUVERTURE
TUILES TERRE
CUITE

MACONNERIE

Avt trvx - Maintenu pdt
leur durée

40

Entrep. concernée

Entrep. concernée

Avt trvx - Maintenu pdt
leur durée


9

Toutes entrep.

Avt trvx - Maintenu pdt
leur durée


81	<p>Gelée, verglas, neige</p> <p>Condamner les accès temporaires par des moyens matériels empêchant leur utilisation lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. Signaler le danger par panneau. Faire sabler / saler ces accès et vérifier l'absence de risque de glissade avant d'autoriser leur utilisation.</p>	<p>CHARPENTE BOIS</p> <p>COUVERTURE</p> <p>TUILES TERRE CUITE</p> <p>MACONNERIE</p>	<p>CHARPENTE BOIS</p> <p>COUVERTURE</p> <p>TUILES TERRE CUITE</p> <p>MACONNERIE</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
115	<p>Echelles portables</p> <p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.</p> <p>Les règles d'utilisation des échelles sont prévues dans le code du travail. Les principales dispositions sont : fixations en partie supérieure ou inférieure des montants, présence de dispositifs antidérapants, dépassement du niveau d'accès d'au moins un mètre ou mise en place d'une crosse de préhension.</p> <p>Fixer l'échelle en tête et en pied.</p> <p>L'échelle est un moyen d'accès qui ne doit pas être utilisé comme poste de travail. Envisager l'emploi de plateforme individuelle roulante légère.</p> <p>Il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail.</p> <p>La mise en oeuvre de plateformes individuelles roulantes (P.I.R ou P.I.R.L), convenablement protégés contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux Principes Généraux de Prévention.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
90	<p>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE : MESURES GENERALES</p> <p>Rappel : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique.</p> <p>Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs.</p> <p>La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation.</p> <p>Toute personne constatant une anomalie, une défecuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
65	<p>Vérifications initiales et périodiques de sécurité</p> <p>Faire vérifier l'installation électrique de chantier par un organisme accrédité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - avant sa mise en service ; - à la suite de toute modification de structure (modification, extension) ; - avant l'arrivée des corps d'état secondaires - périodiquement, au moins une fois par an, si la durée du chantier est supérieure à un an. <p>Tenir les rapports de vérification à la disposition de l'inspection du travail dans le dossier technique prévu.</p>	<p>MACONNERIE</p>	<p>Maître d'oeuvre</p>	<p>Avt arriv. Ent</p>

3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
44	UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES <p>Le prêt et l'utilisation par plusieurs entreprises d'un même équipement de travail permet de limiter les risques d'accident dûs aux montages et démontages successifs des équipements.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement de travail est prévue au titre de l'organisation générale du chantier, elle se fera selon les règles d'organisation indiquées dans les pièces écrites des marchés, les documents de coordination, et selon les prescriptions réglementaires applicables à l'équipement. En complément, une convention de mise à disposition sera, si nécessaire, établie et signée par chacune des entreprises utilisatrices de l'équipement.</p> <p>Lorsque l'utilisation commune d'un équipement résulte d'une initiative de plusieurs entreprises qui décident de se prêter un équipement afin de faciliter leur intervention sur le chantier, ces entreprises établiront au préalable par écrit, sous leur responsabilité, et d'un commun accord, une convention de mise à disposition.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
131 	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION Utilisation de la grue <p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de mise à disposition - la durée du prêt - les consignes de mise en oeuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter - les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt - les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir - tout document utile à la mise en oeuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc... <p>Prévoir de laisser la grue à tour lors des travaux de second oeuvre</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

134	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques. - Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »). - Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....) - La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier. - Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective. - Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable. - L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS. 	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>
 12	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Lorsque des travaux de soudure sont accomplis sur le chantier, mettre en œuvre des écrans de protection. Permettre l'utilisation de chalumeaux (plomberie, chauffagiste, soudure, étanchéité) uniquement au personnel spécialisé. Fournir les équipements spécifiques. Mettre un extincteur à poste au droit de chaque zone de travail. Utiliser des équipements de soudure conformes à la réglementation en vigueur et vérifiés périodiquement. S'assurer que les canalisations souples d'oxygène et d'acétylène sont munies de clapets anti-retour disposés au plus près du chalumeau (2 m maximum). Stocker les bouteilles de gaz à l'abri du soleil, à l'extérieur. Déplacer obligatoirement les bouteilles de gaz sur des chariots adaptés et attachées en position verticale lors de leur utilisation Interdire l'utilisation des bouteilles de gaz en position couchées. A charge des entreprises de mettre les moyens nécessaires pour la lutte contre l'incendie Le MOA fera selon nécessité un permis de feu</p>	<p>Entrep. concernée Maître d'ouvrage</p>	<p>Entrep. concernée Maître d'ouvrage</p>	<p>Avt trvx - Maintenu pdt leur durée</p>
104	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés. Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p> <p>Interventions simultanées</p>	<p>Maître d'oeuvre Toutes entrep.</p>	<p>Toutes entrep.</p>	<p>Durée chantier</p>

114	<u>Travaux superposés</u> Interdire les travaux superposés. Les interventions des entreprises seront décalées dans le temps et ou l'espace.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
30	PORT DES E.P.I. Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire. Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
58	RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION Moyens de franchissement : piétons - Véhicules Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules.	VRD	VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
42	Moyens de protection contre les chutes dans la fouille Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation	MACONNERIE VRD	MACONNERIE VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
80	RISQUES LIES AU PLOMB Les modes opératoires de traitement du plomb seront choisis par la MOE et les entreprises, après évaluation de risques, parmi les procédés suivants : - Démolition totale du support avec les peintures au plomb. - Démolition partielle - Décapage chimique - Décapage thermique - Sablage - Grattage, ponçage, piochage - Recouvrement par doublage - Recouvrement par une peinture ou un verni. - Etc....	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
66	RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empalement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR			

140	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
105	<p>Pose et dépose de protections collectives</p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage.).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives.</p> <p>Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.
41	<p>Protections périphériques</p> <p>Mettre en place des protections périphériques continues dans les zones à risque de chute de hauteur constituées de garde-corps, intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, placés à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m et comportant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une plinthe de butée de 10 à 15 cm, en fonction de la hauteur retenue pour les garde-corps - Une main courante - Une lisse intermédiaire à mi-hauteur. L'espace libre entre ces trois éléments ne doit pas être >50cms <p>Dans le cas d'un bâtiment métallique, ces protections peuvent être des montants métalliques tous les 2.00 M, filets en parfait état ht 1.00 M et des renforts à chaque angle.</p>	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
60	<p>Conditions atmosphériques défavorables</p> <p>Il est interdit de travailler sur des toits rendus glissants par les circonstances atmosphériques, sauf s'il existe des dispositifs de protection installés à cet effet.</p>	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	Durée chantier
74	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</p> <p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs. Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p>Consignes d'utilisation des PEMP</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avant interv.

48 	<p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail - Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP. - Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise. - Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition. - Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement - CACES ET AUTORISATION DE CONDUITE sont obligatoire - Le port du harnais de sécurtié est obligatoire suivant la notice de constructeur de la nacelle <p><u>L'absence de document ou document périmé feront l'objet d'un ARRET D'ACTIVITE</u></p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
136	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR NECESSITANT LE PORT D'UN E.P.I. SPECIFIQUE</p> <p>Lorsque des dispositifs de protection collective contre les risques de chute de hauteur ne peuvent être mis en œuvre, la protection des travailleurs doit être assurée au moyen d'un système d'arrêt de chute approprié ne permettant pas une chute libre de plus d'un mètre ou limitant les effets d'une chute de plus grande hauteur.</p> <p>Dans ce cas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La formation à l'utilisation de l'EPI est obligatoire - L'intervenant ne doit pas travailler seul : un surveillant sera obligatoirement prévu afin de secourir l'intervenant dans un temps compatible avec la préservation de sa santé, - Les EPI feront l'objet de vérifications périodiques - L'employeur doit préciser dans une notice, les points d'ancrage, les dispositifs d'amarrage prévus pour la mise en œuvre de l'EPI ainsi que les modalités de leur utilisation. 	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	CHARPENTE BOIS COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
59 	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).</p> <p>Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage solidement fixé (petite trémie de section < à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section > à 1m²).</p>	MACONNERIE	MACONNERIE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
85	<p>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</p> <p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p> <p>Localisation</p>	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

6	Mettre en adéquation l'échafaudage avec la nature et la position des travaux à réaliser, et faire effectuer sa vérification Procéder à la réception de l'échafaudage avant toute utilisation.	Entrep. concernée	Maître d'oeuvre	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
89	Préparation du sol Faire effectuer le nivelage et le compactage du sol avant de commencer le montage de l'échafaudage.	VRD	Maître d'oeuvre	Avant interv.
51	Ancrages Mettre en place les ancrages et amarrages, suivant notice ou plan de montage	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
26	RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHE PIEDS Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
64	TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS Les travaux superposés sont proscrits : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque : <ul style="list-style-type: none"> • en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement, • en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage, • en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié, • en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... , • en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail. 	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
110	Port du casque Porter le casque lors des déplacements ainsi que dans les zones de travail présentant des risques de chutes d'objets ou de projections.	Tous interv.	Tous interv.	Durée chantier
135	Travaux incompatibles Prendre des mesures de planification de manière à éviter la co-activité liées à ces travaux incompatibles. Réserver des zones de travaux de manière à isoler les postes de travail générateurs de risques de co- activité. Signaler les zones dangereuses et interdire leur accès par des dispositifs matériels.	Entrep. concernée Maître d'oeuvre	Entrep. concernée	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÉRES			

23	Nuisances dues au bruit : Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques. Nuisances dues aux poussières : Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. En cas d'impossibilité : <ul style="list-style-type: none"> • ventiler les locaux hors d'air. • humidifier les matériaux ou le sol. • aspirer les poussières à la source. 	MACONNERIE VRD	MACONNERIE VRD	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
106	UTILISATION DE MOTEUR THERMIQUE Afin d'éviter l'émission de gaz générateurs de risques d'asphyxie, d'anoxie, d'intoxication, <u>l'utilisation des équipements de travail fonctionnant à l'aide d'un moteur à combustion est exclusivement réservée à l'extérieur</u> des bâtiments, locaux, espaces clos quelqu'ils soient. Les équipements de travail utilisés à l'intérieur des espaces clos seront manuels. Tous les équipements motorisés seront alimentés à l'électricité ou pneumatiques. Le PPSPS de chaque entreprise mentionnera les équipements à moteur utilisés sur le chantier et leur mode de fonctionnement.	Entrep. concernée	Entrep. concernée	Ph. préparation
15	UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX Lors de la mise en oeuvre d'un produit dangereux sur le chantier, se conformer scrupuleusement aux mesures de prévention indiquées dans la fiche de données de sécurité, notamment celles relatives à l'utilisation du produit, à son stockage, ainsi qu'au port des équipements de protection individuels spécifiques. Joindre obligatoirement la fiche de données de sécurité au PPSPS. Limiter le nombre de personnes présentes dans la zone de travail. Les zones ou locaux dans lesquels un produit dangereux est utilisé doivent être signalés à l'attention des autres intervenants du chantier (balisage, panneaux,...), et convenablement ventilés. Appliquer toutes les mesures en matière de mise en oeuvre et de sécurité préconisées par le fournisseur. Remettre à chaque utilisateur du produit la notice d'utilisation, la commenter et l'expliquer.	CARRELAGE / FAIENCE MACONNERIE PEINTURE REVETEMENT DE SOL SOUPLE	CARRELAGE / FAIENCE MACONNERIE PEINTURE REVETEMENT DE SOL SOUPLE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
16	Bac de rétention A charge des entreprises de mettre en place un bac de rétention afin d'éviter tout écoulement et/ou de fuite de produit au sol	CARRELAGE / FAIENCE MACONNERIE PEINTURE REVETEMENT DE SOL SOUPLE	CARRELAGE / FAIENCE MACONNERIE PEINTURE REVETEMENT DE SOL SOUPLE	Durée interv.
125	RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES Les travaux susceptibles de générer des risques de maladies professionnelles seront indiqués dans le PPSPS de l'entreprise. Le guide des maladies professionnelles est consultable sur le site de l'INRS.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

4. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

4.1. ORGANISATION DES SECOURS




N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
75	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise. Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs. Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
5	Numéros d'appel d'urgence - Cas général N° à composer : <ul style="list-style-type: none"> SAMU : 15 ou 112 et le 114 (<u>pour les sourds et mal entendants, permettant l'envoi de SMS ou de FAX</u>) à partir d'un téléphone fixe ou mobile. Police ou Gendarmerie : 17 Sapeurs pompiers : 18 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
24	Information personnel chantier pour les secours Commenter, aux salariés de chantier, les consignes en cas d'accident ou d'incendie : <ul style="list-style-type: none"> conduite à tenir pour l'alerte, l'accueil et le guidage des secours localisation des PRS les actions nécessaires pour faciliter l'accès des secours au plus près des victimes liste des personnes à prévenir 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
63	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter : <ul style="list-style-type: none"> l'intervention des secours et diminuer le délai de leur intervention. l'évacuation rapide des victimes, y compris par des moyens spécifiques et particuliers si les travaux l'exigent. Le chantier sera clairement identifié, ses accès seront repérés et balisés. Si nécessaire, des accès au chantier et des voies de circulation sur le chantier seront réservés aux secours. Elles seront dégagées en permanence et parfaitement circulables.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
35	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail. Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux. Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier. Trousse des premiers soins	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

13	Chaque entreprise doit prévoir sur son chantier les moyens d'assurer le premiers soins à une personne blessée. Une trousse de premier secours doit être à disposition, sous la responsabilité d'une personne formée au Sauvetage Secourisme du Travail.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
57	TRAVAILLEURS ISOLES Rappel : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible. L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens d'éviter ces situations de travail. En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise définira dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

5. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

5.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
124	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS Art. L. 4121-5. Lorsque dans un même lieu de travail les travailleurs de plusieurs entreprises sont présents, les employeurs coopèrent à la mise en oeuvre des dispositions relatives à la santé et à la sécurité au travail. Chaque entrepreneur a pour obligation : <ul style="list-style-type: none"> de communiquer au maître d'ouvrage, au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS les noms et coordonnées des sous-traitants auxquels il envisage de confier des travaux. de transmettre un exemplaire du Plan Général de coordination, ainsi que les mises à jour, à chacun de ses sous-traitants. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.
102	Sous-traitants Communiquer la liste de vos sous-traitants, leurs coordonnées et la nature des travaux sous-traités.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.
142	Réponses aux observations du coordonnateur SPS Nous vous rappelons que vous devez apporter par écrit au coordonnateur les réponses aux observations vous concernant, conformément aux dispositions de l'article R. 4532-38 du code du travail. Veuillez utiliser la fiche réponse jointe aux observations qu'il vous a transmises, la compléter, et la lui retourner par mail.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
28	MODE DE DIFFUSION DES DOCUMENTS Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par courriel . Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par courriel. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS . Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et pourront comporter des pièces jointes au format .pdf et/ou .doc, dans lesquels "prénom.nom" correspond au prénom et au nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et pièces jointes.	Tous interv.		Durée chantier
68	PPSPS Rappel des dispositions du code du travail : sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Remise du PPSPS au coordonnateur	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Avant interv.

76 	Chaque entreprise prépare un projet de PPSPS qu'elle présentera lors de l'inspection commune avant démarrage de l'intervention.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Lors de l'inspection commune
	RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut de PPSPS (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros) PPSPS des sous-traitants			
71 	Réclamer son PPSPS à votre sous-traitant et nous le communiquer.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Lors de l'inspection commune
47 	INSPECTION COMMUNE Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Toute entreprise n'ayant pas réalisé son inspection commune et devant débiter son intervention ou devant faire débiter son sous-traitant doit obligatoirement prendre rendez vous avec le coordonnateur SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention, pour effectuer l'inspection commune. RAPPEL : Le MOA a l'obligation de suspendre toutes activités par défaut d'IC (Article L.4744-1 à 6 Amende de 9000 euros)	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Deux semaines avant intervention

6. ANNEXES

6.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

6.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	SECRETARIAT GL MINISTERE JUSTI PLATE FORME INTERREGION DIJON 4 RUE LEON MAURIS 21077 DIJON CEDEX France		
Maître d'ouvrage personne physique	SECRETARIAT GL MINISTERE JUSTI PLATE FORME INTERREGION DIJON 4 RUE LEON MAURIS 21077 DIJON CEDEX France	M. HUBER Christophe	0345215082 0617841910 christophe.huber@justice.gouv.fr
Maître d'oeuvre	THIERRY LE RU 3 rue ARAGO 89000 AUXERRE France		0386462929 0386463535 architecteleru@thierryleru.eu
Contrôleur technique de construction	APAVE SUDEUROPE 4, rue Louis de Broglie BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. JAAFAR Hazem	0380787450 0664065352 0380787459 hazem.jaafar@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - IC DIJON 4 RUE LOUIS DE BROGLIE BP 37004 21070 DIJON CEDEX France	M. BABINSKI CHRISTOPHE	0380787462 0609964348 0380787459 christophe.babinski@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

6.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS UC1 21 boulevard Voltaire 21000 DIJON France		0380457500 ddets-uc1@cote-dor.gouv.fr
CRAM	CARSAT BOURGOGNE ET FRANCHE-COMTÉ 46 Rue Elsa Triolet 21044 DIJON CEDEX France		0971103679 prevention@carsat-bfc.fr
OPPBTP	OPPBTP BOURGOGNE FRANCHE-COMTE Service Prévention AT 6 rue Saint John Perse 21000 DIJON France		0380789520 0380789524 bourgognefranchecomte@oppbtp

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

6.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

6.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

6.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	VRD	<i>Non désigné</i>							
02	MACONNERIE	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE BOIS	<i>Non désigné</i>							
04	COUVERTURE TUILES TERRE CUITE	<i>Non désigné</i>							
05	SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
06	MENUISERIES EXTERIEURES ACIER LAQUE	<i>Non désigné</i>							
07	PLATRERIE / ISOLATION	<i>Non désigné</i>							
08	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
09	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
10	CVC	<i>Non désigné</i>							
11	CARRELAGE / FAIENCE	<i>Non désigné</i>							
12	PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
13	REVETEMENT DE SOL SOUPLE	<i>Non désigné</i>							

6.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Les documents de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante communiqués par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

6.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Les documents de repérage des matériaux contenant du plomb communiqués par le maître d'ouvrage seront joints au DCE.

6.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.

6.6. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).

- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBT.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels